



## **Discours de Mme Marie-Luce Penchard Secrétaire d'Etat chargée de l'Outre-Mer**

Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le délégué interministériel,  
Mesdames et Messieurs représentant les ateliers des Etats Généraux,  
Mesdames et Messieurs les directeurs, et membres des cabinets ministériels,  
Mesdames et Messieurs les rapporteurs nationaux,  
Mesdames et Messieurs,

En ouvrant les travaux de la journée de restitution nationale des Etats généraux de l'outre-mer, nous participons à une étape cruciale d'un processus décidé et annoncé par le Président de la République en février dernier. Les mois qui se sont écoulés ont passé très vite, pour autant vous avez réalisé un travail considérable et novateur.

Cette journée de restitution nationale, nous l'avons organisée pour vous donner la parole, pour que vous vous exprimiez, publiquement, représentants de tous les départements et toutes les collectivités d'outre-mer qui ont participé aux Etats généraux.

La restitution de vos travaux, ce n'est ni une synthèse, ni un compte rendu. Vous allez nous faire part de vos analyses, de vos objectifs, de vos demandes. Et nous allons vous écouter pour qu'ensemble nous préparions les décisions à court terme ou plus structurelles qui nous apparaissent indispensables. La réunion du premier comité interministériel de l'outre-mer dans un mois arrêtera les premières décisions.

Si le Président de la République a décidé de lancer les Etats généraux de l'outre-mer, c'est qu'il a confiance dans les outre-mer, et dans la capacité des ultramarins à se montrer efficaces.

C'est aussi parce qu'il a fait le constat que les systèmes précédents ne marchaient pas. En quelque sorte, nous étions arrivés à la fin d'un cycle.

Car, la crise sociale en février aux Antilles a été le révélateur d'un malaise profond. Comme l'a dit à juste titre Daniel Maximin que je salue, « c'est une éruption sociale, mais derrière cette éruption sociale, il y eu l'irruption identitaire ». Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est l'avenir. L'avenir des outre-mer, l'avenir des relations entre la métropole et les outre-mer. Je veux que tous ensemble, nous « tournions la page ».



Je le dis sans démagogie, nous avons voulu sortir des approches traditionnelles, fondées sur la technicité, voire sur la technocratie. L'expertise locale, celle des politiques, des entrepreneurs, des intellectuels, des associations a été préférée aux seules propositions des administrations de l'Etat ou des collectivités territoriales.

Cette méthode de la confrontation des idées, le Gouvernement l'a expérimentée dans d'autres domaines, dans des secteurs clés pour le développement national, je pense aux services, ou à l'industrie automobile.

Cette méthode a aussi l'immense avantage de permettre à chaque département ou collectivité d'outre-mer de préparer des propositions et des réponses spécifiques à chaque territoire. Et je crois qu'ainsi, vous avez évité l'écueil qui aurait constitué à réinventer les politiques publiques outre-mer.

Tous les départements d'outre-mer, quatre collectivités d'outre-mer, et les représentants des ultramarins vivant en métropole ont participé aux Etats généraux.

Le premier défi que le Gouvernement a dû relever en lançant les Etats généraux était de vous convaincre qu'il n'y avait pas de décisions écrites à l'avance. Il n'y avait ni scénarios, ni plans B. Notre conviction profonde, c'était que l'avenir s'écrivait depuis les territoires.

Le Président de la République le disait en Guadeloupe en juin dernier « ces Etats généraux, ce sont les vôtres ». Et pour vous en donner la garantie, nous vous avons laissé organiser vos travaux, comme vous l'entendiez.

Les coordonateurs locaux ont été des facilitateurs. Dès lors que les présidents d'atelier étaient nommés, les équipes ont commencé à se constituer.

La demande a été formulée d'allonger la phase locale des Etats Généraux, repousser la conclusion des travaux à fin juillet au lieu de fin mai, pour permettre l'écoute, le dialogue et la concertation avec la population. Nous l'avons immédiatement accepté.

C'est ainsi qu'est née l'idée chez les présidents d'ateliers en Guadeloupe, d'ouvrir leurs travaux à la population, en se rendant sur le terrain, dans plusieurs villes entre la fin du mois d'avril et le début du mois de juillet.

Cette démarche, appelée « village » a permis à la population, à ceux qui le souhaitent, de venir s'exprimer et de débattre avec les membres des ateliers qui étaient tous réunis au même endroit et au même moment. Les autres départements ont suivi cette idée d'ouverture et de débats avec la population.



Cette ouverture, elle s'est aussi manifestée, en concertation avec l'éducation nationale, pour mener une action spécifique, pour mobiliser les collégiens et les lycéens devenus acteurs des Etats généraux.

Je veux aussi souligner le rôle des collectivités territoriales : les conseils généraux et les conseils régionaux et des conseils économiques et sociaux ont fait preuve de réactivité et d'efficacité que je tiens à saluer personnellement. Les remercier aussi lorsqu'ils ont décidé de se prononcer par vote sur les propositions.

Dès lors que la phase initiale des travaux s'achevait, les villages et les réunions publiques ont naturellement entraîné des reportages radio et télévisés. Les Etats généraux devenaient ainsi une opération grand public.

Le site INTERNET a été un instrument d'informations et de débats : plus de 130 000 connexions ont eu lieu et plus de 10 000 contributions ou réactions ont été envoyées. Je veux souligner que les métropolitains ont été nombreux à s'exprimer via internet.

Aujourd'hui, vous allez, par territoire, vous exprimer, faire valoir vos convictions.

Je sais que l'exercice est difficile car dégager l'essentiel de ce long travail en quelques minutes est frustrant. Je vous remercie d'en avoir accepté la règle, et d'en avoir facilité la présentation en la confiant à l'un d'entre vous dans chaque département ou collectivité. Toutes et tous qui êtes présents, vous avez joué un rôle crucial dans vos ateliers, au service de l'intérêt général de votre département ou de votre collectivité.

Au côté du Président de la République aux Antilles au mois de juin, avec le Premier Ministre à La Réunion et à Mayotte début juillet, je vous ai rencontrés.

J'ai été très impressionnée par vos pistes de réflexion et vos propositions d'action. Le Chef de l'Etat vous invitait à vous exprimer sans tabou, il a été entendu.

J'ai bien compris que si des lignes directrices pouvaient être tracées, ce sont surtout des mesures concrètes, par territoire, que vous proposez et attendez.

Des mesures pour l'égalité des chances, des efforts massifs - on parle de plan Marshall - ; lutter contre la vie chère, en associant les consommateurs ; Préserver l'environnement et en faire un atout du développement ; construire des logements sociaux ; élargir votre champ d'action et celui de la Nation dans votre environnement régional ; mieux reconnaître vos identités et vos cultures ; créer, enfin, un vrai dialogue social qui fonde une relation normale au sein du monde du travail et permette le développement économique.

Seul le prononcé fait foi



Cet après-midi dans les réunions d'atelier, vous débattrez de ce qui vous différencie les uns des autres, mais aussi des points communs ou comparables. Je remercie Mmes et MM. les rapporteurs nationaux qui joueront le rôle de modérateur pendant ces travaux.

MM. les Sénateurs, M. le Président LARCHER, M. le Rapporteur général DOLIGÉ, merci d'être présents. Vous allez présenter les principales pistes et conclusions que votre excellent rapport présente. Votre constat, un constat réalisé sur le terrain, de manière rigoureuse, est souvent implacable, mais réaliste. Merci des projets d'évolution que vous proposez, elles nous permettront ensemble d'avancer pour rénover le mode de relation entre la métropole et les outre-mer.

Je remercie également le Président de l'intergroupe parlementaire de l'outre-mer, le Sénateur Alfred ALMONT, de sa présence et de sa mobilisation.

Je veux dire également à M. le Délégué interministériel à l'égalité des chances des français d'outre-mer, combien les travaux menés dans l'hexagone sont complémentaires de ceux menés outre-mer. Votre capacité de mobilisation, Cher Patrick Karam, a permis aux meilleurs experts comme à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent de participer. Votre ténacité, votre volonté de bouger les lignes sont des gages solides pour que des décisions prochaines confortent la solidarité entre nos concitoyens ultramarins, où qu'ils vivent.

A l'issue de nos travaux, après avoir dégagé les grandes lignes directrices et les thèmes d'actions pour les départements et les collectivités d'outre-mer, nous entrons dans une phase cruciale, celle de la préparation du premier comité interministériel de l'outre-mer.

Le Chef de l'Etat le présidera dans quelques semaines. D'ici là, avec M. le Délégué général à l'outre-mer, nous aurons préparé les propositions qui seront soumises à sa décision. Je remercie à cette occasion, les représentants des administrations centrales et des cabinets ministériels aujourd'hui présents pour leur contribution et leurs avis.

Avant de vous écouter, j'aimerais vous dire ce qui me tient particulièrement à cœur. Les Etats Généraux ont été l'occasion d'une grande mobilisation. Chacun a pu y contribuer à son échelle et sans tabou. Toutes les propositions ne seront peut-être pas reprises dans leur détail. Néanmoins, un chemin est tracé. Un message d'espoir est envoyé à ces ultramarins qui nous regardent aujourd'hui. Ils attendent beaucoup de ce travail auquel vous avez accepté de participer et pour lesquels certains, je le sais, se sont beaucoup investis. Qui portera ce



message d'espoir si nous même ne sommes pas convaincus qu'il faut, au delà de toutes les sensibilités politiques, aller de l'avant ?

C'est pourquoi nous n'avons pas le droit d'avoir des états d'âmes. Certes les obstacles ne manquent pas. Mais les opportunités sont là et nous avons le devoir de montrer que nous sommes capables de rebâtir la confiance et de forger l'avenir de ces territoires afin qu'enfin, le regard que nous avons sur l'outre-mer, et que tous nos compatriotes ont dans le cœur, change. Nous avons tous ici ce souci d'un avenir partagé.